

Luc Rouban Politiste (CNRS-Sciences Po)

« Un peu plus efficace, un peu moins démocratique »

Notre démocratie française résiste-t-elle bien à la crise ?

« On le saura plus tard... Pour l'instant, nous observons un réflexe de légitimation des institutions de la V^e République et du président. On assiste aussi au retour de l'État, et de son pouvoir unilatéral de décision, dans un maintien de l'état de droit. »

Ce point est contesté : l'état d'urgence sanitaire menacerait l'état de droit et les libertés publiques...

« Il est évident qu'il y a réduction des libertés publiques. Mais elle est sous contrôle du parlement et surtout elle est légitimée par la sauvegarde du droit de vivre, qui est le premier des droits. Je note d'ailleurs une forte acceptation dans l'opinion. »

Notre démocratie bouge cependant sous l'effet de la crise...

« Nous observons un changement de doctrine. La doctrine devenue dominante après les Gilets jaunes était celle d'une démocratie plus participative, avec une sorte d'extension de la démocratie. Nous sommes en train de passer au registre de l'efficacité de l'action publique, estimant qu'il vaut mieux être un peu plus efficace et un peu moins démocratique. »

Votre collègue en science politique Yves Sintomer expliquait récemment dans ce journal que pour être plus efficace, il faut être plus démocratique...

« Tout dépend du niveau d'action publique.



Photo DR

S'il s'agit de redessiner le plan d'aménagement d'une commune, l'efficacité politique et sociale ap-

pelle la participation des citoyens. Mais s'il s'agit de santé publique ou de contrôle des frontières, la multiplication des débats génère des délais qui empêcheront une réponse rapide à des situations d'urgence. »

La demande d'autorité, le primat de l'efficacité nous conduisent-ils vers une forme de populisme en France et en Europe ?

« Oui, partiellement... Va dans ce sens l'idée que la majorité doit imposer ses vues aux minorités, qu'il faut plus d'autorité et moins de tolérance pour l'opposition et toute conduite jugée marginale. Deuxième élément de populisme, le retour du « lider maximo », la concentration du pouvoir dans la personne du chef de l'État, au détriment du parlement et des collectivités locales. En revanche, vous n'avez pas le troisième élément du populisme qui est le rejet de la science, des intellectuels, des experts au nom du bon sens supposé du peuple. Sauf peut-être avec Bolsonaro au Brésil... On a vu ainsi Trump d'abord contester les experts, puis suivre leurs recommandations. Cela peut d'ailleurs renforcer le pouvoir technocratique et délégitimer les expériences participatives. »

Propos recueillis par Francis BROCHET